

**Mohamed Saïd MEKKI,
Enseignant-chercheur à l'Ecole Nationale Supérieure de Sciences-
Politiques d'Alger**

Le rôle pivot de l'Algérie dans la stratégie des Etats-Unis en Méditerranée

Dès leur indépendance les Etats-Unis étaient présents en Méditerranée, aux côtés des puissances coloniales en plein essor, quand les premiers actes internationaux relatifs au commerce et à la navigation dans cette zone ont été codifiés. Mais, la part active qu'ont prise les Etats-Unis dans la Première Guerre mondiale révèle un facteur plus déterminant du rapport américano-méditerranéen, la militarisation. Ensuite, la période de montée en puissance économique et politique des Etats-Unis entre les deux guerres a contribué à fortement consolider leur capacité militaire et leur activité commerciale dans le Bassin méditerranéen. L'interventionnisme qui s'est réaffirmé pendant la Seconde Guerre Mondiale, s'est ensuite inscrit comme une orientation géostratégique continue.

Les développements survenus à la fin de la période de la guerre froide dans la région MENA (Moyen-Orient Afrique du Nord) induisent les grandes lignes de la stratégie méditerranéenne — doctrine d'*enlargement* « élargissement », mise en œuvre du USCENTCOM (US Central Command, dans la zone « Grand Moyen-Orient »), stratégie du déploiement « hors-zone » de l'OTAN¹. La rupture c'est la fin de guerre froide et l'écroulement de l'Union Soviétique (largement dû à la course aux armements et anticipé par les Etats-Unis). Les attentats du 11 septembre 2001 constituent un tournant mais pas une rupture, ils ont un effet considérable en termes d'harmonisation, si ce n'est d'alignement, des stratégies des alliés des Etats-Unis et ont incité à mutualiser les efforts pour lutter contre un ennemi commun, le terrorisme global. Cette nouvelle conception de la sécurité globale, coïncide avec l'effort considérable que déploie l'Algérie pour endiguer la menace du terrorisme.

Si l'Algérie suit avec intérêt le long processus d'insertion des Etats-Unis dans l'espace méditerranéen, elle est aussi conduite à redéployer ses capacités et ses potentialités pour sauvegarder ses intérêts nationaux et être amenée à

¹ A l'origine le traité de l'OTAN, et son article 5 sur les conditions de l'entrée en guerre des alliés, ne porte que sur l'Europe occidentale (y compris Turquie) et l'Amérique du Nord. Même après l'entrée des pays d'Europe de l'Est, la zone demeure euro-atlantique. Les interventions hors cette zone sont donc considérées comme des mesures préemptives/préventives, qui défendent les intérêts sécuritaires de l'OTAN loin de ses frontières si nécessaires.

jouer un rôle prépondérant en Méditerranée. En parallèle à la dimension de sécurité globale, s'ajoute la dimension économique, notamment énergétique, et une nouvelle dimension non négligeable de la sécurité qui préoccupe les Etats-Unis et l'Algérie, à savoir le rôle que jouent les deux pays dans la zone « sahélo -saharienne ».

L'Algérie en transition est un atout potentiel de la stratégie US en Méditerranée

Au moment où l'Algérie jouait un rôle moteur au sein du « Mouvement des non Alignés » avec une diplomatie très active sur la scène internationale, elle s'est trouvée confrontée à la fin des années 1980 à une crise interne d'une ampleur sans précédent depuis son indépendance : avec des phénomènes qui ont touché directement ou indirectement la sécurité intérieure, la souveraineté nationale, notamment le « terrorisme », les crises sociopolitiques internes, les mafias politico-financières, etc. La plupart des observateurs restent perplexes devant « le fait algérien ». D'ailleurs, ils sont souvent prisonniers des schémas interprétatifs traditionnels ou ils utilisent des paradigmes et concepts non rénovés. Or, les Etats-Unis abordent l'Algérie en termes géostratégiques de long terme : ses ressources économiques, en particulier en hydrocarbures ; ses potentialités en termes de ressources humaines (jeunesse de sa population, système éducatif en période de rénovation, il y a aujourd'hui 5000 Algériens qui étudient aux Etats-Unis avec une bourse américaine) ; ses réformes administratives et constitutionnelles possibles ; son rôle pivot au Maghreb et au Sahel — c'est la première puissance militaire de la région, et une des plus puissantes d'Afrique, et la diplomatie algérienne joue un rôle de médiations dans les conflits du continent.

Ces facteurs du long terme coïncident avec la stratégie d'intégration régionale que les Etats-Unis veulent mettre en place dans la région MENA, l'intégration du sous-ensemble régional maghrébin étant un préalable requis. Il s'agit de rationaliser un marché inter-maghrébin, d'établir une zone de libre échange américano-maghrébine, et de normaliser les relations politiques inter-maghrébines. Or cette stratégie maghrébine vise, à terme, à consolider la position américaine en Méditerranée et à affirmer la présence américaine en Afrique. Par ailleurs, la dimension européenne de la sécurité en Méditerranée donne encore une perspective trans-Atlantique de la stratégie américaine dans la région. C'est ainsi que l'OTAN a entamé un dialogue avec sept pays de la Méditerranée. Les Etats-Unis souhaitent entraîner l'OTAN vers « le hors-zone » et faire de la Méditerranée et de l'Afrique des zones potentielles d'intervention.

Pendant des décennies, les États-Unis ont accordé assez peu d'attention au Maghreb, les dirigeants américains considérant que le Maghreb faisait partie de la zone d'influence de l'Europe. Cependant, certaines périodes ont régulièrement marqué un regain d'intérêt de la part des États-Unis, tant sur le plan économique que politique. Il y eut au moins trois périodes au cours

desquelles les États-Unis accordèrent une attention particulière au Maghreb : la deuxième guerre mondiale, la décolonisation dans les années 1950 et 1960 et enfin le conflit du Sahara occidental jusqu'aux années 1980. Durant la guerre froide, les États-Unis n'ont jamais perçu le Maghreb en tant qu'entité régionale, malgré son importance géopolitique, et lui ont préféré des relations bilatérales avec chacun des États. Le Maghreb en tant que région n'était important que par rapport aux conséquences que son évolution pouvait avoir sur la stabilité de l'Europe méridionale, flanc sud de l'OTAN. Durant toute la période de la guerre froide, il s'agissait surtout d'endiguer l'influence communiste et de promouvoir les intérêts occidentaux.

Aujourd'hui, seule puissance planétaire et unilatéraliste, les États-Unis sont devenus une sorte d'empire « asymétrique » dans la centralité du nouveau système international. Les pays du Maghreb, et l'Algérie en particulier, doivent faire face à un nouveau système international globalement influencé par les normes américaines selon deux tendances lourdes:

- L'importance disproportionnée des déterminants intérieurs de la politique américaine sur les affaires internationales, qui fait de Washington une capitale mondiale.
- L'instrumentalisation et la marginalisation récurrente des organisations internationales et du droit international « positif » par Washington au profit des relations bilatérales et/ou sous-régionales, voire d'action unilatérale ponctuelle.

C'est dans une telle architecture stratégique, économique, et sécuritaire, que l'Algérie devient un élément pivot, ses ressources financières, sa diplomatie, et ses potentialités de développement économique dans une étape nouvelle de transition, en font une pièce maîtresse du jeu géostratégique régional.

L'Algérie affirme sa posture stratégique dans la zone Méditerranée élargie

L'Algérie se positionne stratégiquement après avoir pendant près de quatre décennies minoré son action géopolitique dans l'axe du non-alignement, et désormais agit face aux questions sécuritaires de la Méditerranée ainsi qu'aux nouvelles menaces qui viennent du « Sud » (zone du Sahara et du Sahel). L'Algérie a un intérêt constant pour la sécurité et la coopération, et prône un « méditerranéisme » positif jumelé à une politique constante de bon voisinage, celle-ci s'illustre par :

- la disponibilité au dialogue avec l'UE et l'OTAN ;
- l'attachement aux principes de règlement pacifique des conflits ;
- l'adhésion aux différents instruments de désarmement et au TNP (Traité de Non Prolifération nucléaire).

L'Algérie adopte une approche globale de la sécurité dans l'espace méditerranéen, intégrant des exigences de stabilité, de paix, de

développement et de coopération entre les rives nord et sud, et reste sensible à la relance du projet de partenariat Euro-Méditerranéen à travers la CSCM (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Méditerranée et au Moyen-Orient). Alger qui a déployé des efforts constants pour la création du dialogue 5+5 (les cinq pays de la rive nord+ les cinq pays de la rive sud), émet le souhait qu'un couple algéro-français puisse instituer un projet fiable de prospérité partagée et de sécurité mutuelle en Méditerranée occidentale.

Pour leur part, les Etats-Unis, consolident leur présence en Méditerranée occidentale autour de trois enjeux pérennes : la sécurisation des approvisionnements pétroliers du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, la protection de l'Etat d'Israël et la préservation de ses intérêts, la consolidation des alliances stratégiques. Une politique régionale s'est graduellement dessinée, dictée par la stratégie globale d'influence. Ainsi, depuis la fin des années 1990, la politique américaine est devenue favorable à l'émergence d'un ensemble régional maghrébin intégré à l'économie globale. Pour les Etats-Unis l'objectif visé au Maghreb est un marché de 70 à 80 millions de personnes, un marché qui devra être fondé nécessairement sur la suppression des barrières tarifaires et le développement des infrastructures transnationales. Il est fort probable qu'à long terme les États-Unis souhaitent voir un ensemble nord-africain incluant l'Égypte — qui occupe déjà un rôle d'observateur dans l'UMA (Union du Maghreb Arabe) — allié proche des États-Unis, qui servirait de maillon important dans la chaîne de normalisation avec Israël. Or, si l'Algérie souhaite développer de solides relations avec Washington, elle n'entend en aucun renoncer à son attachement au processus d'intégration euro-maghrébin, et encore moins à ses attachements de principe concernant les questions coloniales (Sahara occidental et Palestine).

Dans les années 1990, le principal souci des États-Unis au Maghreb était la situation extrêmement instable en Algérie. Ainsi, l'incertitude dans ce pays a été la première raison pour laquelle les États-Unis, à l'instar des autres États, ont souhaité maintenir le statu quo dans le conflit du Sahara occidental. La forte émergence de l'islamisme radical, le chaos prévu par les analystes en cas de triomphe islamiste dans les urnes et les risques d'insurrection armée ont renforcé l'importance stratégique du Maroc. La crainte des États-Unis et de l'Europe était que la déstabilisation de l'Algérie ou du Maroc entraîne, par ricochet, des conséquences terribles pour l'Europe. Un régime marocain affaibli, par exemple, faciliterait l'ascension de l'islamisme radical au sein de ce pays, ce qui donnerait lieu à une émigration massive vers l'Europe. Durant la crise algérienne, particulièrement dans la période 1992-1996, alors que le terrorisme islamiste faisait rage, plus de 400 000 cadres algériens (informaticiens, médecins, etc.) auraient fui vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

L'intérêt géo-économique est certes prépondérant dans la stratégie US vis à vis de l'Algérie. Cependant, à la fin des années 1990 on a assisté à un regain d'intérêt géopolitique envers l'Algérie. En mars 1997, le secrétaire d'Etat adjoint, Martin Indik, avait déclaré à Alger que les E.U. ne cachaient pas leur

volonté de concurrencer l'Europe et la France en particulier. L'Algérie qui avait été classée comme « failed state » dans le débat stratégique américain et fichée dans le fameux « Travel Warning » qui met en garde les citoyens américains désireux de se déplacer en Algérie, redevient un enjeu de la politique régionale américaine. Loin de se contenter d'apporter son soutien conditionnel — participation politique élargie, élections libres, libéralisation économique et lutte anti-corrupcion — à la politique de l'exécutif algérien, les Etats-Unis ouvrent la coopération avec l'Algérie dans les domaines de la sécurité et de la lutte antiterroriste. Les exercices militaires de recherche et de sauvetage en mer effectués conjointement avec la 6^e flotte, depuis octobre 1999, ont ouvert un processus de coopération à long terme. La relation bilatérale devait devenir un partenariat stratégique après le déplacement du secrétaire d'Etat américain William Cohen en 2000, mais finalement le projet a été ajourné — chaque année se tient le « US-Algeria Strategic Dialogue » dont l'aboutissement devrait être le Partenariat stratégique.

Le tournant stratégique que constitue le regain d'interventionnisme US dans l'après-11 septembre 2001, et la conceptualisation d'une nouvelle approche régionale englobante, le « Grand Moyen-Orient », font de l'espace méditerranéen un centre stratégique et de l'Algérie une puissance émergente régionale qu'il faut engager (« *engagement* ») par les échanges économiques accrus, les investissements mais aussi une coopération sécuritaire (antiterrorisme) et militaire (transferts d'armes, exercices, opérations dans le Sahel). Le projet du Broader Middle East and North Africa (BMENA) qui vise à l'ouverture et l'influence de la région via la démocratisation, le libre-échange économique, la stimulation de la société civile, est renforcé par un volet de coopération sécuritaire, le Dialogue Méditerranéen et l'Initiative d'Istanbul de l'OTAN visant à une normalisation transrégionale de la sécurité.

Or, l'évolution de la relation transatlantique peut jouer un rôle significatif pour l'avenir du Moyen-Orient. Soit l'UE parvient à infléchir la stratégie américaine en devenant un acteur politique et stratégique de premier plan dans la région, soit les Etats-Unis, prédominants et dépourvus d'amortisseur de puissance, poursuivent leur politique visant au remodelage du Moyen-Orient selon leurs seuls intérêts. Les futurs possibles sont donc nombreux : l'Europe se donnera-t-elle les moyens de s'imposer comme l'acteur stratégique privilégié vis-à-vis des partenaires arabes ? Les Etats-Unis accentueront-ils leur politique unilatérale et du double standard ? Quid des pays arabes actuellement désorientés et fragilisés malgré certaines émergences économiques et progrès sociaux ? Comment le retour de la Russie et l'émergence de la Chine dans le jeu géopolitique régional vont-ils s'inscrire dans les nouvelles configurations géostratégiques ?

Pour conclure

Dans un contexte en pleine mutation et encore incertain, l'Algérie vise à accroître son autonomie stratégique en mettant en concurrence ce que les acteurs globaux peuvent apporter à son développement et son positionnement stratégique, n'hésitant pas à jouer des divergences

Europe/Etats-Unis, Russie/Etats-Unis et Chine/Etats-Unis. L'autonomie stratégique pour l'Algérie est une garantie d'émergence économique et géopolitique régionale aux meilleures conditions. En effet, la rationalisation des options du développement économique implique des accords de coopération avec les partenaires, en premier lieu l'UE mais également les Etats-Unis, la Russie et la Chine et les acteurs émergents du Sud (Inde, Brésil, Turquie) afin d'assurer une insertion dans l'économie globale et un développement durable à même de faire baisser les coûts de production et favoriser le plein emploi et la croissance. Ses richesses naturelles, son histoire récente et sa diplomatie active qui en font déjà un pôle d'influence géopolitique incontournable, ne suffisent pas à pérenniser son statut d'acteur pivot dans une région, la Méditerranée, qui est elle-même un carrefour du système global. La voie de l'autonomie stratégique, et donc de la puissance, de l'Algérie implique un processus de rationalisation des options du développement durable, voire du co-développement (transméditerranéen et intra-maghrébin, ainsi que le nouveau partenariat au Sahel), mené en parallèle à une ouverture politique vers les acteurs régionaux et extra-régionaux stratégiques.

Mais l'objectif du développement ne doit pas se poser au détriment de la résolution des conflits issus du colonialisme et qui demeurent en suspens depuis des décennies, la Palestine et le Sahara Occidental. L'Algérie entend favoriser les liens transméditerranéens et poursuivre un dialogue avec l'UE dans un cadre régional englobant en vue du règlement de ces conflits conformément à la règle du droit international. Elle doit également favoriser l'option de la Méditerranée comme zone exempte d'armes de destruction massive. On comprend dès lors que les options de type Union Méditerranéenne réduite à une somme de projets sans cohérence politique et sans réaffirmation de l'engagement pour le règlement des conflits régionaux, n'auront qu'une valeur symbolique. L'Algérie pourrait relancer les processus politiques en réactivant les outils existants, le dialogue sur la Méditerranée occidentale, dit 5+5, mais également en redynamisant l'UMA et consolidant l'axe Alger-le Caire-Ankara afin d'influencer des positionnements face à l'UE, aux Etats-Unis et à l'OTAN, et de limiter les effets de l'atomisation géostratégique de la Méditerranée que certains souhaitent pour reproduire les schémas de l'échange inégal en œuvre depuis des décennies.

A propos de l'auteur : Saïd Mekki, docteur en socio-stratégie, est politologue expert des questions de défense et de relations internationales, il est chercheur-enseignant à l'Institut National Supérieur des Sciences Politiques d'Alger

Pour citer l'article : Saïd Mekki, « Le rôle pivot de l'Algérie dans la stratégie des Etats-Unis en Méditerranées », article paru le 25 octobre 2020, *Forum Transitions*, Géostratégie-Analyses : http://www.geostrategie-analyses.com/?page_id=31